

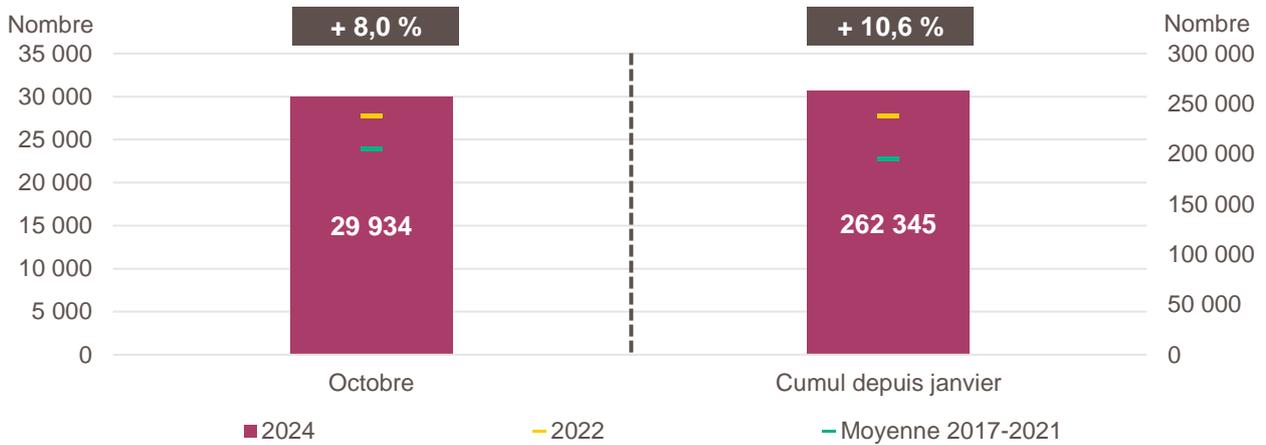
LA CRÉATION D'ENTREPRISE EN ÎLE-DE-FRANCE

CHIFFRES D'OCTOBRE 2024

Avertissement : les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

Pour en savoir plus : [documentation de l'Insee](#)

Création d'entreprise en Île-de-France en octobre 2024 et cumul depuis le début de l'année



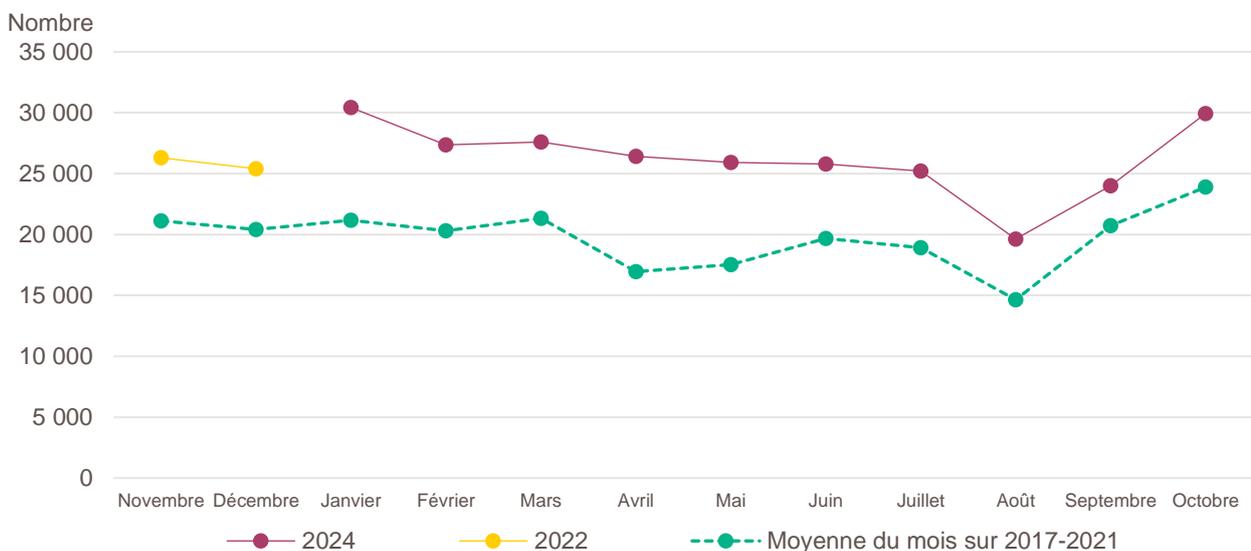
Lecture de la partie gauche : en octobre 2024, 29 934 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit + 8 % par rapport aux 27 722 d'octobre 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 23 890 pour le mois d'octobre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2024 s'élève à 262 345, soit + 10,6 % par rapport aux 237 168 de janvier à octobre 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et octobre sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 195 128 (marque verte).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Île-de-France sur douze mois glissants



Lecture : en novembre 2022, 26 302 entreprises ont été créées en Île-de-France et 21 123 en moyenne pour les mois de novembre 2017 à 2021.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le secteur d'activité

Octobre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2022-2024 %	Évolution janvier à octobre 2022-2024 %
Activités secondaires	2 307	51,4	- 10,3	+ 7,7
Industrie	635	63,3	- 12,2	+ 16,8
Construction	1 672	46,9	- 9,5	+ 4,4
Activités de type commerce	6 411	62,3	+ 14,4	+ 19,2
Commerce de détail	2 929	67,2	+ 40,2	+ 19,7
Commerce de gros	575	31,8	- 27,1	- 22,2
Commerce de bouche ^a	88	60,2	+ 37,5	+ 46,9
Commerce et réparation automobiles	621	49,0	+ 61,3	+ 39,3
Hébergement	101	50,5	+ 60,3	+ 93,9
Restauration	669	44,4	- 6,4	+ 30,6
Services en direction des personnes	1 428	79,8	- 4,7	+ 28,7
Activités de type services	21 216	66,5	+ 8,5	+ 8,5
Immobilier	695	37,6	- 13,1	- 16,0
Transports et entreposage	4 494	87,1	+ 67,9	+ 42,7
Activités scientifiques et techniques	5 721	60,4	- 22,2	- 15,5
Activités de soutien aux entreprises	2 958	66,1	+ 57,9	+ 63,0
Information et communication	2 566	61,8	+ 10,6	+ 26,4
Enseignement	1 893	87,3	+ 4,7	- 1,8
Arts, spectacles et activités récréatives	976	70,7	+ 2,5	+ 14,5
Santé humaine et action sociale ^b	1 016	44,7	- 0,7	- 10,1
Activités financières et d'assurance	897	15,5	+ 20,6	- 2,8
Activités des sociétés holding	173	0,0	+ 11,6	- 29,8
Total Île-de-France	29 934	64,4	+ 8,0	+ 10,6

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en octobre 2024, 635 entreprises ont été créées en Île-de-France dans l'industrie (dont 63,3 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 12,2 % par rapport à octobre 2022 et un nombre cumulé sur janvier-octobre 2024 en hausse de + 16,8 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

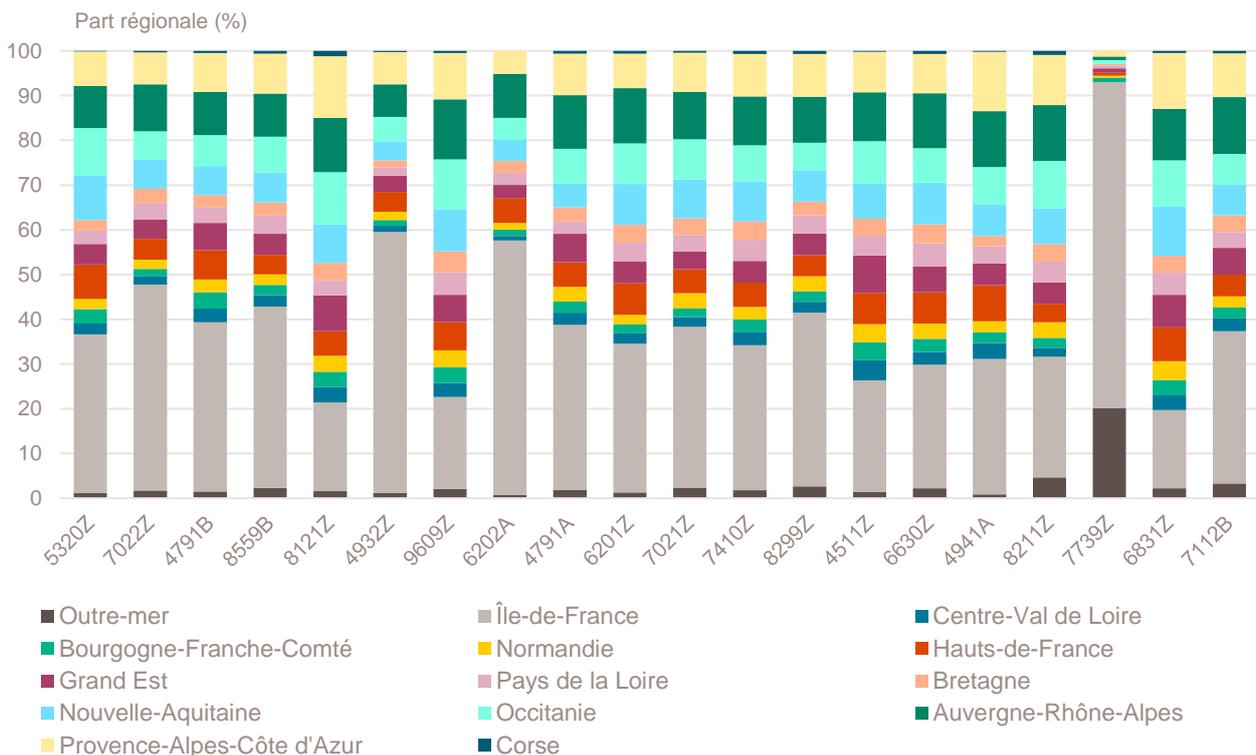
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Île-de-France

Octobre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2022-2024 %
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	3 053	98,9	+ 94,1
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 585	57,3	- 37,1
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	1 102	81,3	+ 78,0
8559B-Autres enseignements	837	91,9	+ 0,5
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	835	86,6	+ 52,9
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	822	54,7	+ 10,3
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	814	86,9	- 7,3
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	801	46,9	+ 16,8
4791A-Vente à distance sur catalogue général	774	83,5	+ 54,5
6201Z-Programmation informatique	708	68,4	+ 4,4
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	572	78,8	- 30,2
7410Z-Activités spécialisées de design	558	76,7	- 26,5
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	544	86,9	+ 47,8
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	409	45,5	+ 82,6
6630Z-Gestion de fonds	406	1,0	+ 41,0
4941A-Transports routiers de fret interurbains	375	84,3	+ 145,1
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	357	68,6	+ 67,6
7739Z-Loca et loca-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	354	2,0	+ 972,7
6831Z-Agences immobilières	341	72,7	- 12,3
7112B-Ingénierie, études techniques	324	60,5	+ 36,1

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, octobre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

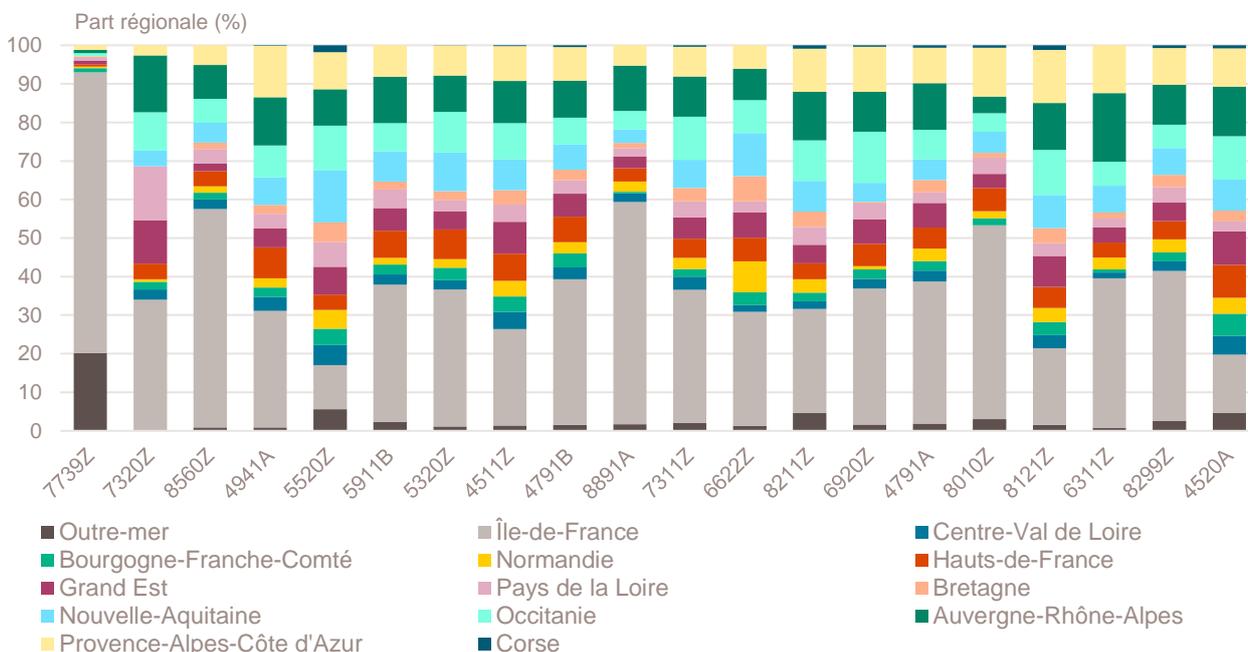
Octobre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2022-2024 %
7739Z-Loca et loca-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	354	2,0	+ 972,7
7320Z-Études de marché et sondages	51	92,2	+ 240,0
8560Z-Activités de soutien à l'enseignement	200	94,5	+ 170,3
4941A-Transports routiers de fret interurbains	375	84,3	+ 145,1
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	57	38,6	+ 137,5
5911B-Production de films institutionnels et publicitaires	157	79,0	+ 124,3
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	3 053	98,9	+ 94,1
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	409	45,5	+ 82,6
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	1 102	81,3	+ 78,0
8891A-Accueil de jeunes enfants	132	90,9	+ 76,0
7311Z-Activités des agences de publicité	255	71,0	+ 74,7
6622Z-Activités des agents et courtiers d'assurances	135	47,4	+ 73,1
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	357	68,6	+ 67,6
6920Z-Activités comptables	85	20,0	+ 54,5
4791A-Vente à distance sur catalogue général	774	83,5	+ 54,5
8010Z-Activités de sécurité privée	83	44,6	+ 53,7
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	835	86,6	+ 52,9
6311Z-Traitement de données, hébergement et activités connexes	50	70,0	+ 51,5
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	544	86,9	+ 47,8
4520A-Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	174	62,6	+ 46,2

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 49,5 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, octobre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

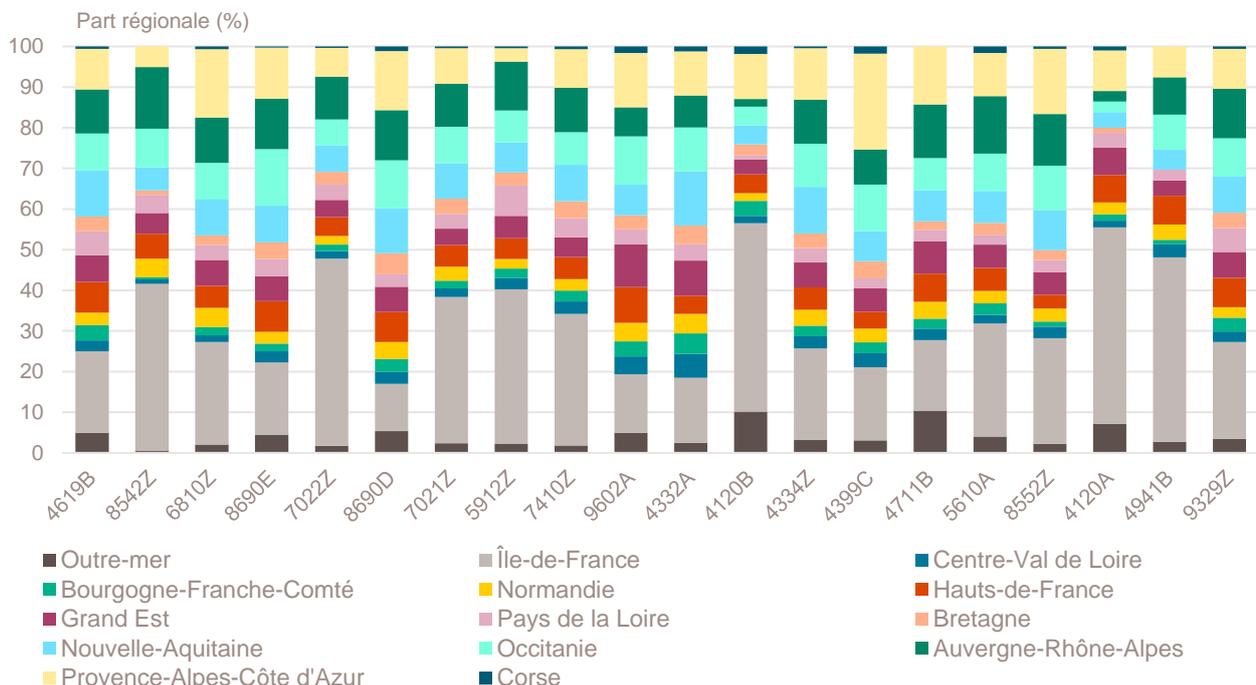
Octobre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2022-2024 %
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	106	77,4	- 63,1
8542Z-Enseignement supérieur	73	87,7	- 46,7
6810Z-Activités des marchands de biens immobiliers	75	0,0	- 39,5
8690E-Activités des professionnels de la réeduc., appareillage et pédi.-podo.	142	27,5	- 38,5
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 585	57,3	- 37,1
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	90	13,3	- 31,3
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	572	78,8	- 30,2
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	82	86,6	- 28,7
7410Z-Activités spécialisées de design	558	76,7	- 26,5
9602A-Coiffure	98	56,1	- 21,6
4332A-Travaux de menuiserie bois et PVC	80	60,0	- 20,8
4120B-Construction d'autres bâtiments	50	20,0	- 20,6
4334Z-Travaux de peinture et vitrerie	166	53,6	- 20,6
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	194	29,4	- 18,1
4711B-Commerce d'alimentation générale	50	8,0	- 18,0
5610A-Restauration traditionnelle	203	47,8	- 17,8
8552Z-Enseignement culturel	139	90,6	- 17,3
4120A-Construction de maisons individuelles	150	36,7	- 16,7
4941B-Transports routiers de fret de proximité	84	17,9	- 16,0
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	276	83,3	- 15,9

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 49,5 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, octobre 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon la nature juridique

Octobre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution octobre 2022-2024 %	Évolution janvier à octobre 2022-2024 %
Entreprises individuelles	21 081	70,4	+ 6,7	+ 14,4
Micro-entrepreneurs	19 283	64,4	+ 8,0	+ 16,5
Entreprises individuelles classiques	1 798	6,0	- 5,1	- 1,1
Sociétés	8 853	29,6	+ 11,1	+ 2,9
SARL & EURL	1 216	4,1	- 18,7	- 17,3
SAS & SASU	6 897	23,0	+ 13,3	+ 8,7
SCI	23	0,1	+ 666,7	+ 507,7
Autres ^a	717	2,4	+ 89,7	- 10,5
Total Île-de-France	29 934	100,0	+ 8,0	+ 10,6

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon leur implantation rurale ou urbaine

Octobre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution octobre 2022-2024 %	Évolution janvier à octobre 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	0	0,0	- 100,0	- 15,4
Rurale éloignée peu dense	3	0,0	- 62,5	+ 0,0
Rurale périphérique très peu dense	44	0,1	- 6,4	+ 6,3
Rurale périphérique peu dense	606	2,0	+ 13,5	+ 5,4
Bourg	1	0,0	---	+ 25,0
Petite ville	16	0,1	+ 0,0	- 2,1
Urbaine périphérique peu dense	330	1,1	- 8,1	+ 3,2
Urbaine dense	2 388	8,0	+ 1,0	+ 3,6
Urbaine très dense	26 546	88,7	+ 8,8	+ 11,5
Total Île-de-France	29 934	100,0	+ 8,0	+ 10,6

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France dans les territoires aidés

Octobre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution octobre 2022-2024 %	Évolution janvier à octobre 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	11	0,0	- 35,3	- 2,4
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	2 259	7,5	- 3,8	+ 9,9
Petites villes de demain (PVD)	417	1,4	+ 7,5	+ 3,7
Actions cœur de ville (ACV)	1 287	4,3	- 1,2	+ 9,7

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Octobre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2022-2024 %	Évolution janvier à octobre 2022-2024 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 466	68,6	- 6,5	+ 3,9
01 - Ain	845	69,1	+ 12,2	+ 8,6
03 - Allier	274	69,0	- 18,9	+ 4,0
07 - Ardèche	366	68,3	- 2,4	- 0,8
15 - Cantal	109	57,8	- 18,0	+ 11,2
26 - Drôme	614	69,1	- 13,2	+ 3,4
38 - Isère	1 689	69,4	- 14,2	+ 2,8
42 - Loire	978	70,2	- 3,0	+ 4,4
43 - Haute-Loire	205	68,8	- 6,8	+ 5,0
63 - Puy-de-Dôme	743	63,8	- 18,4	- 1,7
69 - Rhône	3 772	69,8	- 0,8	+ 4,6
73 - Savoie	650	64,8	- 13,0	+ 3,9
74 - Haute-Savoie	1 221	68,0	- 5,6	+ 4,4
Bourgogne-Franche-Comté	3 230	68,9	+ 18,2	+ 10,1
21 - Côte-d'Or	775	70,7	+ 31,1	+ 9,3
25 - Doubs	668	67,8	+ 24,9	+ 11,1
39 - Jura	255	71,4	+ 4,5	+ 8,8
58 - Nièvre	185	65,4	+ 0,5	+ 10,5
70 - Haute-Saône	260	69,2	+ 42,9	+ 9,2
71 - Saône-et-Loire	610	69,2	+ 11,1	+ 7,9
89 - Yonne	330	64,8	+ 2,8	+ 14,8
90 - Territoire-de-Belfort	147	72,8	+ 16,7	+ 9,4
Bretagne	3 788	64,1	+ 6,2	+ 6,7
22 - Côtes-d'Armor	624	64,3	+ 2,8	+ 10,3
29 - Finistère	866	63,2	+ 8,8	+ 8,5
35 - Ille-et-Vilaine	1 443	65,1	+ 6,3	+ 3,9
56 - Morbihan	855	63,2	+ 5,8	+ 6,8
Centre-Val de Loire	3 079	69,0	+ 22,0	+ 7,2
18 - Cher	299	72,2	+ 31,7	+ 2,5
28 - Eure-et-Loir	494	69,0	+ 11,0	+ 8,5
36 - Indre	211	67,8	+ 41,6	+ 11,6
37 - Indre-et-Loire	780	66,3	+ 10,3	+ 1,9
41 - Loir-et-Cher	353	65,7	+ 18,5	+ 4,6
45 - Loiret	942	71,8	+ 35,2	+ 13,7
Corse	661	65,7	+ 27,1	+ 5,1
2A - Corse-du-Sud	327	67,3	+ 15,5	+ 2,7
2B - Haute-corse	334	64,1	+ 40,9	+ 7,9
Grand Est	6 393	71,7	+ 13,1	+ 6,8
08 - Ardennes	261	70,1	+ 2,8	+ 5,4
10 - Aube	286	68,5	+ 19,2	+ 0,4
51 - Marne	779	72,5	+ 26,7	+ 4,4
52 - Haute-Marne	144	65,3	+ 9,1	+ 3,5
54 - Meurthe-et-Moselle	828	74,8	+ 15,8	+ 12,6
55 - Meuse	168	67,9	+ 31,3	+ 17,0
57 - Moselle	1 154	73,0	+ 11,6	+ 8,8
67 - Bas-Rhin	1 535	69,6	+ 13,0	+ 4,0
68 - Haut-Rhin	878	73,0	+ 2,3	+ 7,1
88 - Vosges	360	71,7	+ 13,2	+ 9,1

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Octobre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2022-2024 %	Évolution janvier à octobre 2022-2024 %
Hauts-de-France	6 567	69,7	+ 6,1	+ 6,3
02 - Aisne	467	69,4	+ 11,5	+ 14,3
59 - Nord	3 249	71,0	+ 6,6	+ 5,5
60 - Oise	1 007	65,5	+ 2,1	+ 7,6
62 - Pas-de-Calais	1 261	70,9	+ 4,2	+ 6,6
80 - Somme	583	67,9	+ 10,6	+ 1,6
Île-de-France	29 934	64,4	+ 8,0	+ 10,6
75 - Paris	10 349	55,5	+ 23,6	+ 14,7
77 - Seine-et-Marne	2 364	70,5	+ 2,0	+ 7,2
78 - Yvelines	2 404	70,7	- 0,1	+ 6,3
91 - Essonne	2 149	69,0	- 5,4	+ 4,8
92 - Hauts-de-Seine	3 493	66,5	- 0,9	+ 5,7
93 - Seine-Saint-Denis	4 015	68,3	+ 5,7	+ 16,0
94 - Val-de-Marne	2 853	70,2	+ 4,8	+ 10,6
95 - Val-d'Oise	2 307	70,4	+ 0,0	+ 7,8
Normandie	3 615	68,4	+ 0,6	+ 6,4
14 - Calvados	795	64,5	- 10,3	+ 4,8
27 - Eure	721	70,3	+ 13,9	+ 4,6
50 - Manche	446	66,6	+ 4,4	+ 14,1
61 - Orne	253	67,2	+ 11,0	+ 9,4
76 - Seine-Maritime	1 400	70,4	- 1,4	+ 5,3
Nouvelle-Aquitaine	8 703	69,8	+ 11,7	+ 4,0
16 - Charente	394	65,2	+ 20,5	+ 7,5
17 - Charente-Maritime	827	64,4	+ 8,8	+ 0,9
19 - Corrèze	240	74,6	+ 14,3	+ 4,1
23 - Creuse	99	62,6	- 3,9	+ 11,3
24 - Dordogne	450	67,6	+ 0,2	+ 1,0
33 - Gironde	3 517	73,9	+ 19,3	+ 6,8
40 - Landes	579	68,9	+ 8,6	+ 8,1
47 - Lot-et-Garonne	389	65,6	+ 5,4	+ 1,4
64 - Pyrénées-Atlantiques	953	67,2	+ 2,1	- 1,3
79 - Deux-Sèvres	344	63,4	+ 15,1	+ 4,5
86 - Vienne	478	69,5	- 2,4	- 4,8
87 - Haute-Vienne	433	69,1	+ 17,0	+ 8,7
Occitanie	9 826	71,4	+ 10,3	+ 6,3
09 - Ariège	178	77,5	+ 5,3	+ 1,7
11 - Aude	518	68,3	+ 12,4	+ 5,3
12 - Aveyron	296	63,5	+ 9,2	+ 4,1
30 - Gard	1 102	71,5	- 1,3	+ 5,6
31 - Haute-Garonne	2 854	75,2	+ 16,6	+ 10,9
32 - Gers	209	73,7	+ 4,5	- 0,2
34 - Hérault	2 353	67,9	+ 7,2	+ 4,9
46 - Lot	169	68,0	- 12,4	+ 2,0
48 - Lozère	68	55,9	+ 7,9	+ 9,3
65 - Hautes-Pyrénées	295	68,5	+ 5,4	+ 0,9
66 - Pyrénées-Orientales	900	73,7	+ 30,1	+ 7,6
81 - Tarn	521	71,4	+ 3,4	+ 5,6
82 - Tarn-et-Garonne	363	71,3	+ 13,4	- 0,6

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Octobre 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution octobre 2022-2024 %	Évolution janvier à octobre 2022-2024 %
Pays de la Loire	4 224	66,8	+ 1,3	+ 2,4
44 - Loire-Atlantique	1 794	69,2	- 3,8	- 2,1
49 - Maine-et-Loire	862	66,5	- 9,1	+ 4,0
53 - Mayenne	300	64,0	+ 32,2	+ 10,9
72 - Sarthe	532	67,3	+ 12,5	+ 12,6
85 - Vendée	736	62,0	+ 11,7	+ 2,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 096	69,6	+ 2,0	- 2,8
04 - Alpes-de-Haute-Provence	248	71,0	+ 6,0	- 4,8
05 - Hautes-Alpes	207	59,9	- 10,8	- 10,1
06 - Alpes-Maritimes	2 433	68,7	- 5,3	- 2,8
13 - Bouches-du-Rhône	4 066	68,6	+ 0,7	- 6,3
83 - Var	2 158	72,5	+ 9,3	+ 0,5
84 - Vaucluse	984	71,4	+ 15,9	+ 8,0
France métrop. hors Île-de-France	71 648	69,3	+ 5,7	+ 4,3
France métropolitaine	101 582	67,9	+ 6,3	+ 6,0
France d'outre-mer	2 905	55,6	+ 0,2	- 1,6
971 - Guadeloupe	706	59,9	- 0,7	+ 1,9
972 - Martinique	519	52,8	- 37,5	- 15,4
973 - Guyane	340	47,6	+ 26,4	+ 13,4
974 - La Réunion	1 198	59,0	+ 26,5	+ 3,5
976 - Mayotte	142	35,2	+ 0,0	- 10,5
France entière	104 487	67,5	+ 6,2	+ 5,8

Lecture : en octobre 2024, 4 224 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 66,8 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 1,3 % par rapport à octobre 2023. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-octobre 2024 a augmenté de + 2,4 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2023.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du système d'information de la démographie des entreprises (SIDE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 25/11/2024.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, chiffres d'octobre 2024. Bpifrance Création, novembre 2024 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.